provoqué, en Italie surtout, une mauvaise humeur qui se traduisait par l'adhésion, de plus en plus étroite, du gouvernement du Quirinal à la triple alliance. Le dépit des feuilles dévouées à M. Crispi s'exhalait surtout à propos de Bizerte; elles ne nous pardonnaient pas d'occuper une position que l'Italie avait longtemps convoitée et qui lui aurait assuré l'empire de la Méditerranée¹. Ni la Ville éternelle, ni les côtes africaines n'ont changé de place depuis le temps où le vieux Caton apportait, dans le sénat, les fruits tout frais des figuiers de Carthage. Que Bizerte, au pouvoir des Italiens, devînt un port et une place de guerre, c'en était assez pour rompre l'équilibre politique dans la mer Intérieure; la Méditerranée se trouvait coupée par le milieu; la « troisième Rome » aurait pu dire, comme la première, après la ruine de Carthage: *mare nostrum*. L'Angleterre elle-même sentit le péril; notre protectorat fut établi en Tunisie, sans que le cabinet britannique y fit opposition. M. Gladstone, l'amirauté et l'opinion publique anglaise auraient seulement souhaité que Bizerte restât, entre nos mains, ce qu'elle était sous le gouvernement beylical. Deux jours après la signature du traité de Kassar-Saïd, lord Lyons s'enquérail, auprès de M. Barthélemy-Saint-Hilaire, des intentions de la France à ce sujet.

1. Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} juin 1894, l'article de M. Charles Benoist: *L'Italie dans la triple alliance*. Voyez encore: d'Estournelles de Constant, *la Politique française en Tunisie* (1854-1891) (Plon, in-8), et le livre tout récent de M. Jean Darcy: *Cent années de rivalité coloniale* (Perrin, 1904, in-8).